

MOTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Alerte sur la situation actuelle à Mayotte

Le département de Mayotte connaît, depuis plusieurs jours, une explosion de violences d'une rare intensité, prenant à partie la population mahoraise, en particulier ses jeunes, qui sont les victimes collatérales de règlements de comptes brutaux.

Ce climat d'insécurité est la conséquence d'une faiblesse chronique de la réponse institutionnelle aux grandes difficultés que traverse le département. Aujourd'hui, malgré la mobilisation sans relâche des associations, notamment celles membres de la CNAPE, encore trop de mineurs présents sur le territoire mahorais demeurent livrés à eux-mêmes, déscolarisés et écartés, faute de moyens, de mesures efficaces de protection de l'enfance.

La réponse sécuritaire, nécessaire pour rétablir le calme à très court terme, ne sera qu'un fragile couvercle sur des problèmes sociaux qui demeurent incandescents, si elle n'est pas accompagnée d'une prise de conscience immédiate des pouvoirs publics de l'ampleur des enjeux et des moyens qu'il est plus qu'urgent de déployer. Nos professionnels, œuvrant à l'accès à la scolarisation et à la santé des enfants et de leur famille ; accompagnant les mineurs non accompagnés (MNA) ; allant à la rencontre des jeunes par des actions de prévention spécialisée ; assurant l'accueil en maison d'enfants à caractère social ; sont confrontés à des besoins auxquels il leur est impossible de faire face. L'absence de réaction à la hauteur de ces besoins ne fera qu'alimenter leur découragement, alors qu'ils représentent souvent la dernière chance des enfants et des jeunes qu'ils accompagnent.

Aujourd'hui, le conseil d'administration de la CNAPE appelle au retour au calme à Mayotte.

Il salue l'engagement et la vitalité exceptionnels des associations présentes sur l'île, innovantes et impliquées au quotidien pour contribuer à faire de Mayotte un département français comme un autre.

Il leur apporte son plein soutien face aux événements traumatiques qu'ont vécus les enfants et les jeunes ces derniers jours, et qu'elles vont prendre en charge, en plus de leurs missions habituelles.

Il appelle les pouvoirs publics à déclencher en urgence des moyens financiers et humains absolument nécessaires à la préservation des droits des mineurs pour apaiser durablement les tensions sur le territoire.